Les enjeux médico-judiciaires de la folie parricide au XVIII^e siècle

The Herman Diederiks prize Essay for 2010 / Lauréate du prix Herman Diederiks 2010

Julie Doyon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1236>

DOI : 10.4000/chs.1236

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 5-27

ISBN : 978-2-600-01515-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Julie Doyon, « Les enjeux médico-judiciaires de la folie parricide au XVIII^e siècle », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 15, n°1 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2014, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1236> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1236>

The Herman Diederiks prize Essay for 2010

Lauréate du prix Herman Diederiks 2010

Les enjeux médico-judiciaires de la folie parricide au XVIII^e siècle

Julie Doyon¹

Should the familial murder committed by a mentally ill person be excusable as the ordinary manslaughters, or should it be punished as the other parricides? The recognition of penal irresponsibility in case of madness is not born with the 1810's Penal Code (article 64). Based on the criminal sources of the parliament of Paris, this paper intends to prove that judicial "modernity" can emerge from the XVIIIth century's repression of the rare and atrocious crime of parricide. Madness, fury, insanity, idiocy, melancholy: the diagnosis of the parricidal madness deals with the medical rationalization of the penal irresponsibility. Its punishment is also to be linked to the defense of the paternal authority. Through the procedure of investigation into the defendants' "vie, mœurs et comportements" and through their perpetual confinement, this paper explores the reasons why penal mitigation has been extended to the case of parricidal madness in the XVIIIth century's arbitrary power of justice.

Perpétré par un dément, le meurtre dans la parenté est-il excusable, comme les autres homicides ou doit-il être atrocement puni, comme les autres parricides? Contrairement aux idées reçues, la reconnaissance de l'irresponsabilité pénale en cas de folie ne naît pas avec l'article 64 du Code pénal de 1810. Reposant sur les minutes d'instruction criminelle du parlement de Paris, cet article montre que la répression du crime rare et atroce de parricide est un creuset de la modernité punitive au XVIII^e siècle. Folie, fureur, démence, imbécillité, mélancolie : à travers le diagnostic de la folie parricide, se négocie l'équilibre entre la défense de l'autorité paternelle et la rationalisation médico-judiciaire de l'irresponsabilité pénale. Enquête sur la vie, les mœurs, le comportement des accusés, enfermement perpétuel des coupables : les cas de folie parricide sont exemplaires des stratégies de mitigation pénale qui se construisent dans l'arbitraire du pouvoir judiciaire au XVIII^e siècle.

¹ Agrégée d'histoire et PRAG à l'Université de Paris-13-Nord, Julie Doyon est rattachée au laboratoire du CRESC (Centre de Recherches Espaces, Sociétés, Culture). En thèse sous la direction de Robert Muchembled, elle s'intéresse à la jurisprudence du parricide dans le ressort du parlement de Paris au XVIII^e siècle. Ses recherches portent sur les interactions entre le modèle familial du pouvoir, les normes sociales et la régulation juridique des violences dans la parenté à l'époque moderne. Elle a notamment publié : *Le père dénaturé au siècle des Lumières, Autorité, pouvoir et conflits familiaux*, Sylvie Perrier (dir.), *Annales de Démographie historique*, 2009-2, n° 118, pp. 175-201 ; *De la clandestinité à la fausseté : la fraude matrimoniale à Paris, Dix-Huitième siècle*, 2007, n° 39, pp. 415-430 ; *À l'ombre du Père ? L'autorité maternelle dans la première moitié du XVIII^e siècle*, *Clio, Histoire, Femme et Société*, 2005, n° 21, pp. 162-173.

L'avocat avait plaidé la folie. Comment expliquer autrement ce crime étrange²?

Il y a toujours de la démence dans les grands crimes³.

Au début du XX^e siècle, le docteur en médecine Edmond Locard (1877-1966), fondateur de la police scientifique et disciple du médecin-légiste Lacassagne (1843-1924), affirme que les progrès de l'«intelligence criminelle» et de la criminalité rusée (vol, fraude) sont le fléau majeur des sociétés contemporaines. Les crimes des fous frappent vivement l'imagination, mais ils sont socialement peu dangereux, n'étant l'œuvre que de «brutes anormales» et totalement *irresponsables*. Le criminologue estime que l'irresponsabilité pénale n'a pas préoccupé les «anciens criminalistes»⁴. La non-imputabilité des crimes aux «malades mentaux» résulte, selon lui, des progrès scientifiques et de la modernisation des codes pénaux européens⁵. L'excuse de la folie serait née avec l'article 64 du code napoléonien, qui en formule le principe légal : «Il n'y a ni criminel, ni délit, lorsque le criminel était en état de démence au temps de l'action»⁶.

La folie figure pourtant parmi les «faits justificatifs» qui, recevables dans le cadre de la procédure criminelle définie en 1670, anéantissent le caractère coupable d'un acte incriminé⁷. Insensés, furieux, déments et imbéciles sont présumés incapables de dol (volonté de nuire) parce qu'ils n'ont ni raison, ni liberté d'esprit. Leur incapacité légale entraîne l'extinction des poursuites pour les crimes ordinaires. Exempter les déments meurtriers de l'accusation de parricide suppose d'accepter l'impunité du «crime énorme». L'exception liée à la démence de l'accusé prévaut-elle sur la «nature atroce» du parricide, qui se tire de la qualité de la victime? Faut-il accuser et punir les insensés «comme les autres» parricides?

Parce que la légalisation de l'excuse de la folie dans le code de 1810 est couramment opposée à l'«archaïsme» de l'ancien régime punitif, la jurisprudence de la folie parricide permet d'interroger la «modernité» de la politique criminelle du parlement de Paris (cour souveraine dont le ressort de dix millions de justiciables couvre au XVIII^e siècle plus du tiers du royaume). Les historiens et les juristes contemporains ont examiné les réponses doctrinales non les solutions pénales for-

² Maupassant (1885, p. 231).

³ Voltaire (1785, p. 215).

⁴ Locard (s.d. [après 1909], p. 248). E. Locard a pourtant consacré sa thèse de médecine au *XVII^e siècle médico-judiciaire* (1902). Malgré de belles pages sur l'«expertise» pénale de la démence, l'ouvrage conserve une vision positiviste du progrès médical [Chapitre VII : «Responsabilité criminelle et folie», pp. 160-179].

⁵ Kraft-Elbing (1875, pp. 6-12 [Chapitre premier : «Conditions et développement de la responsabilité»]; Mairé (1907, p. 2).

⁶ Code pénal [1810], livre II, art. 64 [«Des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes et pour délits»] : c'est la seule mention légale de l'irresponsabilité pour cause de folie contenue dans le code. Cf. Lascoumes, Poncela, Lenoël (1989, p. 267, p. 374). Voir aussi les travaux de Laurence Guignard (2006).

⁷ *Code criminel de l'empereur Charles V, vulgairement appelé La Caroline : contenant les loix qui sont suivies dans les Jurisdiccions criminelles de l'Empire : Et à l'usage des Conseils de Guerre des Troupes Suisses*, Paris, Claude Simon, 1734, p. 249, p. 289, art. CL, art. CLXXIX [désormais : *La Caroline*]; voir aussi l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670, titre XXVIII, art. 1 : «Des faits justificatifs des accusés».

gées dans la pratique des tribunaux⁸. En matière de folie parricide, les archives criminelles du XVIII^e siècle accréditent-elles le caractère disruptif de la législation de 1810? Accorder plus ou moins de valeur à *l'intention du parricide* (qui renvoie à la personnalité du délinquant) ou à *l'acte parricide* (qui forme la lésion de l'ordre paternel): dans le secret de la justice parlementaire, à travers le diagnostic de la folie parricide, se négocie l'équilibre entre la défense de l'autorité paternelle et la rationalisation médico-judiciaire de la folie criminelle. Au XVIII^e siècle, la reconnaissance juridique de la folie relève des savoirs criminologiques qui se sécularisent⁹. La médicalisation de la responsabilité criminelle n'est alors pas étrangère aux savoirs et pratiques judiciaires que construit l'ancien régime punitif.

DEUX AXIOMES JURIDIQUES CONTRAIRES

Depuis le Moyen Âge, l'appréciation de la folie homicide revient à la « prudence des juges ». L'exception dont elle fait l'objet est au cœur du droit romain et canonique, qui formule les fondements doctrinaux de la « responsabilité » pénale, avant l'apparition du terme en 1783¹⁰. À défaut de législation royale, du XVI^e au XVIII^e siècle, les éléments constitutifs de l'« irresponsabilité » sont définis par les criminalistes Prosperus Farinaccius (1554-1618), André Tiraqueau (1488-1558), Josse de Damhouder (1507-1581), Claude Lebrun de La Rochette (1560?-1630), Antoine Despeisses (1594-1658)¹¹. En Italie, dans le royaume de France, en terre d'Empire, une longue tradition juridique exonère le coupable « en démente » de la peine du meurtrier:

les insensez et hors du sens, sont excusez de cestuy crime, mais il faut les mettre en fers ou liés en la prison ou les bien cloire es geoles, afin que eulx plus le semblable ne comectent, ou perperrent¹².

Intégrant le principe selon lequel l'intention et la connaissance du mal *constituent* le crime, l'ancien droit reconnaît l'excuse légale de la folie: « tout crime

⁸ Perspective essentielle sur la responsabilité pénale des déments au XVII^e siècle dans E. Locard (1902). L'ouvrage de référence demeure la thèse d'André Laingui (1970, pp. 173-204 [I. II, ch. I: « La démente et les états voisins de la démente »]; utile résumé dans *Histoire du droit pénal*, t. I, *Le Droit pénal*, s.l., 1979, pp. 23-113; pour la responsabilité en droit romain et canonique: Mommsen (1907, pp. 74-120); Gaudemet (1961, pp. 51-81); Trimaille (1994, pp. 303-310); Lapalus (2004); Lauwaert (1999).

⁹ Sur l'émergence de l'expertise médico-judiciaire comme savoir naturaliste sur le crime, voir les travaux de Michel Porret (2008).

¹⁰ Digeste, 48, 8, 12; Digeste, 18, 14. Selon le décret de Gratien, la responsabilité pénale du dément est exclue: DG, c. 15, qu. 1. Le droit canonique invoque surtout la célèbre décrétale de Clément V qui soustrait les furieux, les enfants et les somnambules de la responsabilité de l'homicide: *Si furiosus* (Clém., V, 4, 1). Cf. Laingui (1970, pp. 177-178, n. 25 et 27).

¹¹ Farinaccius (1609, Part. I, t. I, p. 95b, p. 161a); Tiraqueau (1986, pp. 45-65, causes 2 à 6 [« Démence et états voisins de la démente »]); J. de Damhouder (1555, p. 177 [désormais: *Enrichidion*]); Lebrun de La Rochette (1619, p. 131 [désormais: *Procès criminel*]; 1673, p. 650a [désormais: *Les Œuvres*]).

¹² Damhouder (1555, p. 177).

suppose la volonté de le commettre [...]; quand la *volonté* n'a point de part au crime, on cesse d'être criminel»¹³. La culpabilité individuelle («couple», *culpa* ou «faute») ne suffit pas. Le coupable doit être animé par la volonté de tuer («dol» ou «intention de nuire et méfaire»), capable de reconnaître le mal et libre de se déterminer à perpétrer (ou pas) une action criminelle. Ces trois conditions font défaut aux enfants qui n'ont pas «l'âge de raison», aux «insensés», aux «furieux», aux «déments», qui «ne savent pas ce qu'ils font»¹⁴. Si le fou est coupable d'un crime, l'action criminelle ne lui est pas imputable: «celui qui est furieux ou insensé, n'a aucune volonté [...]; ainsi il ne doit pas être puni et il l'est assez par sa folie»¹⁵. Avant sa théorisation au XIX^e siècle, le principe de la non-imputabilité de la folie criminelle est formulé: les «délits commis par des insensés [...] ne sont point des crimes»¹⁶. La doctrine classique rationalise la responsabilité pénale par la théorie du libre-arbitre – ou la liberté de choisir entre le bien et le mal. L'ancien droit articule la *responsabilité pénale* à la *responsabilité morale*¹⁷. De quel poids pèse l'excuse de la folie quand elle déchire l'ordre familial?

À la différence de l'homicide, dont la gravité augmente ou diminue suivant les circonstances (préméditation, récidive, acharnement, cruauté, etc.), le parricide est «atroce en sa nature». Le meurtre, l'assassinat, les «excès réels» sont d'autant plus graves qu'ils impliquent le fils contre son père, sa mère ou tout «autre proche parent, en ligne ascendante ou collatérale»¹⁸. Le lien de parenté qualifie automatiquement l'homicide et les mauvais traitements, surtout lorsque l'agresseur s'en prend à un ascendant. Autre principe: les crimes des fous, des imbéciles, des insensés, des enfants impubères sont ordinairement déqualifiés. L'acte criminel suppose le dol, c'est-à-dire l'intention de nuire ou de mal faire, dont les insensés sont jugés incapables. À laquelle de ces deux lois faut-il soumettre le fou parricide? Il s'agit de privilégier l'atrocité de l'«événement», à l'aune de la qualité de la victime ou de considérer l'état personnel de l'agresseur au moment du crime. Le dilemme juridique est d'autant plus épineux que l'excuse de la démence est incompatible avec le crime de lèse-majesté¹⁹:

quoique dans la règle générale, les furieux et les insensés ne doivent point être punis pour raison des crimes qu'ils ont commis; néanmoins il en est autrement en crime de Leze-Majesté, et quelquefois aussi dans le crime de parricide²⁰.

En dépit de sa «fureur» avérée, le régicide François Ravaiillac est déclaré «deuëment atteint et convaincu du crime de leze Majesté divine et humaine, au premier chef». Il est condamné à l'amende honorable, tennaillé aux mamelles, ébouillanté, son poing droit est brûlé au soufre et tranché, son corps «tiré et démembré», enfin

¹³ Jousse (1763, p. xxxvii, p. 492, Titre XXVIII, I, 4^o [désormais: *Nouveau commentaire*]).

¹⁴ Jousse (1771, p. 10, n. 14, p. 634, n. 31 [désormais: *Traité de la justice criminelle*]).

¹⁵ Jousse (1763, *Nouveau commentaire*, p. 492, Tit. XXVIII, I, 4^o).

¹⁶ Jousse (1771, *Traité de la justice criminelle*, t. I, p. 10, Part. IV, tit. XXVIII, n. 14).

¹⁷ Parent (2001, n^o 35, p. 195).

¹⁸ Soulatges (1762, pp. 8-9 [désormais: *Traité des crimes*]).

¹⁹ de La Roche-Flavin (1720 [désormais: *Arrests notables*]); Denisart (1766-1771, 5 vol. [Désormais: *Décisions nouvelles*]).

²⁰ Jousse (1771, *Traité de la justice criminelle*, t. I, p. v [Préface], n.s.).

son cadavre réduit en cendres (arrêt de la Tournelle du parlement de Paris, 27 mai 1610)²¹. Selon certains juriconsultes, la folie n'excuse pas le parricide, pour lequel les insensés doivent être «poursuivis et punis *comme tous autres*». Maintenir une «punition exemplaire» est une nécessité de l'ordre public face au «*danger* [...] que ces *crimes atroces* font peser sur la religion et l'État»²². Le principe de souveraineté, pris dans sa rigueur absolue, prime sur la règle de l'excuse personnelle. Exempter le «fou» de la punition du parricide, au titre de son incapacité, le rattache au droit commun de l'homicide. Le punir comme s'il était «sensé» suppose, au contraire, de rapporter le crime atroce au droit spécial du crime de lèse-majesté divine et humaine.

La gravité inhérente au parricide doit-elle le céder devant l'exception de la démence homicide ? L'alternative touche au principe même de l'«administration de la justice criminelle», dont «la punition des crimes est la fin et le but» ultimes²³.

RÉPRIMER LA FOLIE PARRICIDE

Meurtrier de sa mère, Antoine Quignon est condamné à mort par les juges de Péronne (1689). Sur l'appel interjeté au parlement de Paris, à la requête de sa famille, qui argue de sa «folie furieuse» avant le meurtre maternel, les magistrats arrêtent que Quignon sera enfermé à vie «sous la garde et soins de ses parents» (1690)²⁴. L'arrêt fait jurisprudence²⁵. En 1699, Jeanne Petit est accusée d'avoir recouru à la magie pour affaiblir la santé de son mari. Alors que le chaudronnier sombre «dans l'ardeur et les feux de la maladie», sa femme l'aurait «tué, rompu, brisé et assassiné du taillant d'une pelle de bois»²⁶. Les juges d'Essoyes (Champagne) concluent à l'amende honorable et à la mort par pendaison. Le 25 mai, les juges de la Tournelle décident que la veuve sera condamnée à être «menée dans la maison Salpêtrière de l'hôpital général de Paris pour y être enfermée toute sa vie comme insensée». Le verdict du tribunal souverain s'applique indépendamment de l'extrême gravité du meurtre conjugal, rigoureusement puni en première instance. La peine modérée s'applique-t-elle au parricide, meurtrier de son père ou de sa mère ?

Transféré dans les prisons du Palais en 1717, le manœuvre Jean Huré est accusé de double parricide. Il a «homicidé» son père et son fils «dans sa maison à coups de cognée». Les juges de Beaulieu-sur-Loire le condamnent à la mort exemplaire du

²¹ Sur la folie de Ravaillac, voir les témoignages que cite le docteur Emmanuel Régis (1902, p. 20). Pour l'arrêt du parlement de Paris : *Arrest de la Cour de Parlement, contre le tres-meschant parricide François Ravaillac*, Lyon, Barthelemy Ancelin, 1610, pp. 3-5.

²² Muyart de Vouglans (1757, p. 76, n.s. [Désormais : *Institutes*]).

²³ Jousse (1771, *Traité de la justice criminelle*, p. 1 [Préface]).

²⁴ Rousseaud de la Combe (1762, p. 81).

²⁵ Selon André Laingui, le plus ancien arrêt de ce type date du 9 juillet 1543. Il émane du sénat de Milan auquel se réfère le juriconsulte italien Julius Clarus (1525-1575). En se fondant sur les traités de jurisprudence de La Roche Flavin, de Ferrière et de Denisart, l'historien du droit signale un arrêt similaire, rendu en 1683 par le parlement de Paris : Laingui (1970, p. 179).

²⁶ Archives de la Préfecture de Police [désormais : A.P.P.], A^B 78, 19 avril 1699, Jeanne Petit v^e Fèbure, fol. 150 r^o-v^o [homicide conjugal].

parricide (amende honorable, ablation du poing droit, roue, exposition du cadavre). Malgré l'atrocité des faits, les juges de la Tournelle arrêtent son enfermement perpétuel sur l'énormité du crime : la qualité de parent criminel s'efface donc devant celle de fou²⁸. La jurisprudence du parlement de Paris tient compte de la personnalité du criminel frappé d'incapacité mentale. Punir le crime de parricide ou juger le criminel : les juges de la Tournelle choisissent le second terme de l'alternative²⁹.

Selon les registres d'écrous de la Conciergerie, entre 1694 et 1775, 24% des 452 meurtriers familiaux jugés devant la Tournelle criminelle sont livrés à la mort, dont 11% par la roue. 12% sont enfermés à vie pour cause de folie. Tous les deux ans, en moyenne, un meurtrier familial est roué, lorsque l'autre, jugé dément, rejoint la maison de force de l'hôpital général de Paris. Au XVIII^e siècle, les juges du Parlement font plus souvent enfermer que rouer les auteurs d'homicide familial. La pratique pénale n'est ni spécifique au parricide, ni marginale ou discontinue dans le temps. Les sanctions qui n'éliminent pas physiquement les accusés dominent dans la justice d'appel du Parlement (cf. Tableau 1). Avec 48 condamnés³⁰, l'enfermement constitue la troisième sanction prononcée en appel, à quasi parité avec la pendaison (50), devant la roue (44), les galères (27) et le bannissement (21 ; cf. Tableau 2). Le retranchement définitif est une voie non négligeable de la répression de l'homicide familial. Pour comparaison, toutes punitions confondues, la prison à perpétuité forme entre 0,8 et 1,8% des jugements infligés par le parlement de Paris (1775-1786)³¹. Rare à l'échelle de l'ensemble des jugements prononcés à la fin du XVIII^e siècle, elle est systématique en cas de folie parricide (1694-1775).

Si l'on considère les accusés dont les actes sont expressément qualifiés de « parricide » (meurtre des père et mère, du fils ou de la fille, parfois du conjoint, plus rarement d'un « autre parent »), le *ratio* mort/enfermement diffère sensiblement (cf. Tableau 3). Avec 22% des arrêts prononcés, la réclusion est seconde derrière la mort pénale, qui représente 42% des arrêts prononcés. Infligé à onze parricides, l'enfermement est moins souvent arrêté que la roue (treize condamnés), mais plus souvent que la pendaison (cinq condamnations) ou que le bûcher (une seule).

²⁷ A.P.P., A^B 91, 12 juillet 1717, Jean Huré, fol. 46 r^o-v^o [parricide].

²⁸ Foucault (1973, p. 279).

²⁹ Reprise par L. Guignard, l'hypothèse foucaldienne du « basculement » d'une justice *objective* qui punit les *faits criminels* (Ancien Régime) à une justice *subjective* qui juge les *individus* (XIX^e siècle) est donc à nuancer : « L'irresponsabilité pénale dans la première moitié du XIX^e siècle, entre classicisme et défense sociale » (2005, pp. 1-6).

³⁰ Soit 59 cas de parricides « déments » au total. Le chiffre tient compte des 11 accusés dont les procès figurent dans les minutes d'instruction de la Tournelle et du Châtelet mais dont les noms sont absents des registres d'écrous de la Conciergerie. Avec 59 « déments » sur 452 homicides familiaux, 13% des parricides accusés sont jugés fous entre 1694 et 1775. C'est singulièrement plus qu'au XIX^e siècle. Malgré le développement de l'aliénisme, l'état mental des accusés n'est pris en considération que dans 5% des 771 cas de parricides jugés entre 1825 et 1914 : Lapalus (2004, p. 303).

³¹ Lecur (1974, t. XXI, pp. 484-485).

Tableau 1. Typologie de la répression de l'homicide familial.
Arrêts du parlement de Paris (1694-1775)
Source: A.P.P, série A^B

Typologie des arrêts*	Nb d'accusés	%
Procédure indéterminée ou inachevée (poursuite, information, sursis, décès)	54	12
Retranchement temporaire ou définitif (enfermement, bannissement, galères perpétuels ou à temps)	97	22
Élimination physique	106	24
Acquittement, élargissement, flétrissure morale (absolution, admonestation, blâme, rémission, <i>plus amplement informé, hors de cour</i>)	181	42
Total	438	100

* Déduction faite de quatorze cas non renseignés.

Tableau 2. Répression de l'homicide familial.
Arrêts du parlement de Paris (1694-1775)
Source: A.P.P, série A^B

Punitions arrêtées*	Nb d'accusés	%
Écartèlement	1	0
Décollation	2	0
Admonestation, blâme	5	1
Bûcher	5	1
Bannissement	21	5
Galères	27	7
Poursuite, information, sursis au jugement	35	8
Roue	44	11
Enfermement	48	12
Pendaison	50	12
<i>Plus amplement informé, hors de cour, absolution</i>	176	42
Total	414	100

* Déduction faite de quatorze cas non renseignés ainsi que de dix-neuf accusés décédés avant leur jugement définitif.

Tableau 3. Répression du parricide *stricto sensu*.
Arrêts du parlement de Paris (1694-1775)
Source: A.P.P, série A^B

Arrêts pour parricide <i>stricto sensu</i> *	Nb d'accusés	%
Bannissement	1	2
Galères	3	6
<i>Hors de cour</i> , absolution, rémission	6	12
<i>Plus amplement informé</i>	8	16
Enfermement perpétuel	11	22
Mort (roue, pendaison, bûcher)	21	42
Total*	50	100

* Déduction faite de six cas non renseignés.

Les minutes d'instruction criminelle confirment le recours systématique à l'ex-cuse de la folie. Et ce, malgré les circonstances aggravantes du crime³²: acharnement meurtrier, qualité de la victime, aveu de l'homicide. Dans plus de 80% des cas enregistrés dans les rôles d'écrous, les victimes des fous homicides appartiennent au cercle de la parenté dans lequel l'outrage est théoriquement le plus sévèrement réprimé (*cf.* Tableau 4): père et mère (66%), fils ou fille (9%), conjoint (7%).

Tableau 4. Parents victimes de la folie parricide.
Registres d'écrous du parlement de Paris (1694-1775)
Source: A.P.P, série A^B

Typologie du lien victime-accusé (parricide <i>stricto sensu</i>)**	Nb d'accusés	%
Conjoints	3	7
Mixte*	3	7
Descendants	4	9
Collatéraux	5	11
Ascendants	31	66
Total**	46	100

* Soit deux doubles (conjoint + descendant; ascendant + descendant) et un triple parricides (conjoint + descendant + ascendant).

** Déduction faite de dix cas non renseignés.

³² Soit 37 procès conservés. Dans deux tiers des cas, les registres d'écrous mentionnent leur transfert dans les geôles du Palais avec leur identité, leur provenance, le premier jugement, le chef d'accusation et la condamnation définitive.

Saunier à l'île de Ré, Jean Fillolleau est accusé de « parricide exécrable » commis en la « personne de sa mère », qu'il a « méchamment assassinée » avant de brûler sa tête³³. Interrogé par le conseiller du Parlement, l'accusé admet sans résistance qu'il a, dans la nuit du 15 novembre 1751, tué sa mère avec un fer « *par vengeance* » de ce qu'elle « le faisoit lier et enchaîner ». Malgré l'énormité des circonstances du parricide, les magistrats de la Tournelle optent pour la réclusion à vie de l'« insensé »³⁴. L'excuse prévaut sur la cruauté qui « motive » le meurtre maternel. Nouvelle exception aux maximes générales du droit de punir, l'aveu n'est plus, en cas de folie, la reine des preuves³⁵. La violence du fou parricide est perçue comme spontanée et irréfutable. Elle résulte d'« accès de délire aigu » jugés incontrôlables. L'insensé n'est par définition ni conscient, ni maître de ses actes.

Engendrée par l'excuse de la folie, l'extinction des circonstances aggravantes du crime est, en pratique, poussée fort loin. En 1745, par sentence de la chambre criminelle du Châtelet de Paris, Bernard Joubart est convaincu de l'« assassinat *prémédité* » de sa femme, dont il vit séparé³⁶. Révélés par l'information judiciaire, les faits accablent l'accusé. Avant d'aller dîner chez son épouse, il s'est procuré l'arme du crime : un pistolet de poche, trois balles et un petit paquet de poudre, achetés quatre francs et cinq sols. Le 26 janvier, sur la scène du crime où s'est « transporté » le commissaire de Courcy, le coupable avoue son « *dessein* de tuer sa femme », ajoutant que « tout son chagrin seroit qu'elle ne mourût pas » :

[B. Joubart] dit qu'il y a quatre ans qu'avec toute douceur possible il a tout employé pour engager sa femme à retourner avec lui, que n'ayant pu y parvenir, *il s'est déterminé à la tuer, que dans ce dessein*, il a acheté avant-hier le pistolet de poche [...], que *dès ce jour sadite femme devoit passer le pas*, que ce jourd'hui étant venu dîner avec elle [...], il l'a sollicitée à plusieurs reprises de rentrer avec lui, qu'il a même été commander une tourte qui lui a coûté quinze sols [...], qu'après avoir soupé sadite femme lui ayant dit « Joubart, nous sommes séparés, restons comme nous sommes, je ne rentrerai point avec vous tant que je vivrai » qu'à l'instant il a tiré de sa poche ledit pistolet qu'il avoit chargé de deux balles en lui disant « Chienne ce sera ton dernier jour »³⁷.

L'intention homicide et la maturation du projet criminel sont patentes. Malgré ses aveux compromettants, le boulanger est jugé insensé. Il échappe à la roue pour être enfermé à perpétuité (arrêt du 4 avril 1745)³⁸. La folie éteint donc les circonstances aggravantes de la préméditation. Entre 1694 et 1775, les magistrats se montrent singulièrement plus cléments que ceux du XIX^e siècle qui, en cas d'acharnement meurtrier, arguent de la perversion morale de l'accusé plutôt que de sa folie³⁹.

³³ A.P.P., A^B 109, 29 janvier 1752, Jean Fillolleau, fol. 179 v° [parricide].

³⁴ Archives Nationales [désormais : A.N.], X^{2B} 1307, Jean Fillolleau, interrogatoire, 27 mars 1752, fol. 1 [parricide].

³⁵ Trimaille (1994, p. 304).

³⁶ A.N., Y 10105, Bernard Joubart, sentence criminelle Châtelet de Paris, 1^{er} avril 1745, fol. 1 [meurtre conjugal], n.s.

³⁷ A.N., Y 10105, Bernard Joubart, procès-verbal du commissaire de Courcy, 26 janvier 1745, fol. 1-4 [meurtre conjugal], n.s.

³⁸ A.P.P., A^B 114, 5 avril 1745, Bernard Joubart, fol. 195 v° [meurtre conjugal].

³⁹ Une situation qui s'explique, selon Lapalus, par la rivalité professionnelle opposant magistrats et médecins chargés de l'expertise mentale des accusés. Les membres du corps

Absence de préméditation et absence d'excès de violence ne sont pas synonymes. Le mode opératoire des fous parricides fait la part belle aux instruments tranchants et contondants (pelle, serpette, faucille, ciseaux, couteau, pincette à feu, chenet, marteau, cognée, bâton, coudre de charrue), aux coups de pieds et de poings, à la strangulation, à l'égorgeement, voire au « jet » (dans le puits, à travers la fenêtre). L'emploi des armes à feu (fusil, pistolet) est plus rare. Le cadavre de Jean Villette (soixante-quinze ans), blessé à mort par son fils, présente de sévères contusions et ecchymoses sur tout le corps (mains, visage). Sa tête est striée de cinq plaies sanglantes, longues de « deux travers de doigt ». Les veines de son cerveau sont « gorgées de sang ». Le rapport des médecins jurés du Châtelet conclut à la mort par « commotion cérébrale » : elle résulte des coups mortels infligés au vieillard par son fils, pris de fureur contre lui⁴⁰. Minutes d'instruction et registres d'écrous soulignent la force physique déployée, l'acharnement meurtrier de l'agresseur, ainsi que la violence de la mort infligée à la victime.

Ordinairement aggravants, ces éléments ne sont pas imputés au « fol », dont la volonté est enchaînée : les parricides jugés « déments » sont enfermés, non punis de mort. Ainsi, la jurisprudence du parlement de Paris s'inspire des règles de la « science du droit romain » (D. 48, 8, 12, *Ad Leg. Cornelianam de sicariis et venefis* ; D. 48, 9, 9, 2, *De Leg. Pompeia de parricidiis*). Selon l'adage romain que les jurisconsultes de l'époque moderne citent *expressis verbis*, il suffit que le fou soit puni par sa fureur et physiquement neutralisé. Il doit être « gardé avec plus de soin ou même enchaîné »⁴¹. En ce cas, « il n'échet aucune *punitio* que de le lier, et de le renfermer »⁴². Laurent Dupont intègre les geôles du Palais le 24 mars 1771. Il est « violement soupçonné d'avoir [...], dans un *accès de fureur*, [...] assommé, et tué avec un coudre de charrue, ou autre instrument tranchant, ladite Marguerite Leclerc, sa Mere ». Les « proches parents » du furieux sont donc enjoins de le « faire enfermer ou garder de façon qu'il ne puisse arriver aucun accident par *ses folies et fureur*, à peine d'en répondre personnellement et en leurs noms »⁴³. La « peine » du parricide est proportionnée au degré de « conscience » individuelle du coupable⁴⁴. Au XVIII^e siècle, la jurisprudence du Parlement impute au fou parricide une « responsabilité atténuée » sanctionnée par une pénalité mitigée.

Adapté au cas du « crime atroce » commis en état de démence, l'enfermement perpétuel cadre la possible individualisation des peines arbitraires dans l'ancien sys-

judiciaire sont peu enclins à faire intervenir ces derniers dans les prétoires. Ils ordonnent donc rarement l'expertise mentale de l'accusé (70 cas sur 771, soit moins de 5%) : Lapalus (2004, pp. 303-305). Sur ce point, voir aussi Guignard (2001, pp. 57-81).

⁴⁰ A.N., Y 10060, André Villette, rapport des médecins et chirurgiens, 18 novembre 1737 [double parricide].

⁴¹ *Les Cinquante livres du Digeste ou des Pandectes de l'empereur Justinien*, MM. Hulot et Berthelot (trad.), Metz/Paris, Behmer et Lamort/Rondonneau, 1805, réimpr. Aalen, Scientia Verlag, 1979, p. 354, p. 356.

⁴² Lange (1694, p. 17). L'excuse de la folie parricide est aussi reconnue par Lebrun de La Rochette, *Le Procès criminel* (1619, p. 131 ; del Manzano (1728, pp. 131 *sq.* [*Liber Sextus*]) ; Rousseaud de La Combe, *Traité des matières criminelles* (1762, p. 81) ; Jousse (1771, t. IV, p. 12, n° 28).

⁴³ A.P.P., A^B 120, 24 mars 1771, Laurent Dupont, fol. 157r°-v° [parricide de sa mère], n.s.

⁴⁴ Mommsen (1907, p. 74).

tème judiciaire⁴⁵. Encore faut-il, pour excuser l'homicide atroce, constater et certifier la folie du coupable.

SAVOIR MÉDICAL, DOCTRINE CRIMINELLE

Intégrant les critères de la jurisprudence romano-canonique et les savoirs médicaux de la Renaissance, la doctrine pénale distingue la démence « absolue » de la folie passagère, précédée ou suivie d'« intervalles lucides ». L'épilepsie, la surdité, le somnambulisme relèvent des catégories « médico-judiciaires » de la démence, assimilée aux états privatifs de la raison. Suspecte d'avoir tué son enfant, Marguerite Barrois (Barois) se dit victime du « haut mal » (épilepsie) qui la « prend à tout moment », lui fait « perdre connaissance », lui donne beaucoup d'agitation. Durant l'un des accès épileptiques de l'accusée, sa petite fille est « tombée » ou « jetée » dans la carrière de Charenton⁴⁶. La mère épileptique écope d'une peine de « PAI » (*Plus amplement informé*) avec élargissement. La présomption de folie, retenue en cas d'accès intermittents, ainsi que l'insuffisance des preuves à charge – dont témoigne l'hésitation de l'acte d'accusation – expliquent la clémence du verdict rendu le 17 juillet 1719⁴⁷. Démence continue ou discontinue, totale ou partielle, antérieure ou non au crime : l'identification légale de la folie est tributaire de la jurisprudence romaine et de la médecine savante. La culture médicale est au cœur de l'expertise judiciaire de l'aliénation établie dans le cadre procédural de l'appel au parlement de Paris. La rationalisation et la médicalisation de la folie criminelle coexistent donc avec l'arbitraire du pouvoir de juger.

« Diagnostiquer » la folie relève traditionnellement de la science et de l'expérience médicale, attentive à la « continuité notoire des actions de démence ». Les *Questions médico-légales* que le médecin romain Paolo Zacchias (1584-1659) publie entre 1624 et 1650 font alors autorité⁴⁸. Le praticien, dont les consultations judiciaires au tribunal de la Rote sont célèbres, propose une vaste somme, comprenant la description et la classification des formes de démence⁴⁹. Héritée de l'influente science romaine du droit, la *dementia* – au sens de « défaut d'intelligence, d'esprit » – est une altération de l'esprit (*mens*) formant une maladie mentale⁵⁰. Doctrinaires et médecins assermentés fondent ainsi la « foiblesse d'esprit » sur les « apparences du corps », la « physionomie de l'accusé », l'incohérence de ses

⁴⁵ Il faut donc reprendre la chronologie de Guignard (2005, pp. 4-6), qui estime que la « responsabilité atténuée » et les pénalités individualisées ne caractérisent pas la jurisprudence de la folie criminelle avant le XIX^e siècle.

⁴⁶ A.N., X^{2B} 1288, Marguerite Barrois, interrogatoire, 17 juin 1719, fol. 1 [suspçon d'homicide de sa fille].

⁴⁷ A.P.P., A^B 92, 7 mars 1719, Marguerite Barrois, fol. 46 r^o [suspçon d'homicide de sa fille].

⁴⁸ Zacchiae (1651). Au sujet de la folie criminelle, les doctrinaires du XVIII^e siècle (Daniel Jousse, Muyart de Vouglans, etc.) se réfèrent à J. Clarus, P. Farinaccius et P. Zacchias. Cf. Vallon, Pénil-Perrin (1912). Voir Pastore, Rossi (éd., 2008, *passim*).

⁴⁹ Évoquant la folie dans les crimes familiaux, le fondateur de la médecine légale lyonnaise Alexandre Lacassagne (1843-1924) se réfère encore à Zacchias (1906, pp. 451-455).

⁵⁰ Mommsen (1907, p. 88); Foucault (1972, pp. 229-267).

discours⁵¹ : la « folie se prouve ordinairement de trois manières, ou par les *Discours* ou par les *Faits*, ou par le *Rapport des Médecins* »⁵². Reconnaître le fou à ses troubles corporels (déambulation sans but, grimaces, regard égaré, gesticulations, contorsions) et discursifs (qualité, ordre des paroles, nature de l'élocution, cohérence des propos) est à la portée du juge instructeur. Mais examiner son état mental relève des compétences d'un « auxiliaire de justice » : le médecin⁵³.

Avec la mise en place de la procédure inquisitoire, depuis la Renaissance, les médecins sont appelés au chevet de la justice criminelle. Contre la preuve médiévale par l'ordalie, ils renforcent la certitude probatoire. Leur présence conforte la rationalisation de la procédure judiciaire au XVI^e siècle. Ils exécutent l'« anatomisation des cadavres » visités à l'effet de « connaître les causes de la mort violente » : accident, blessures ou homicide volontaires, noyade, suicide, poison⁵⁴. En France, l'ordonnance du mois d'août 1536, l'ordonnance criminelle de 1670 et la déclaration du 5 septembre 1712 légalisent leur rôle dans la procédure inquisitoire⁵⁵. Sous le règne de Louis XIV, depuis l'édit du mois de février 1692, des offices de médecins et chirurgiens du roi sont spécialement créés pour délivrer les rapports judiciaires. Ils sont « dénonciatifs » – c'est-à-dire produits par le plaignant – ou requis d'office, par le procureur royal ou fiscal. Outre la « police des corps »⁵⁶, ces experts assermentés certifient l'aliénation *mentale* de l'accusé⁵⁷. Le rapport médical ne « lie » pas le juge instructeur : il l'éclaire et l'instruit.

Le recours aux médecins jurés de la cour permet d'identifier et de prouver juridiquement la démence. Avocat au Parlement, l'auteur des *Principes de jurisprudence sur les visites et rapports judiciaires des Médecins, Chirurgiens, Apoticaire & Sages-Femmes* (1753) considère que le rapport médical est « juste et nécessaire » pour instruire les juges sur l'état de démence de l'accusé qui a commis un acte

⁵¹ M^e Prévost (1753, pp. 263-265 [désormais : *Principes de jurisprudence*]). Au XIX^e siècle, la médecine judiciaire insiste toujours sur les signes « annonciateurs » de la pathologie mentale : la « démence s'annonce par les paroles, les actions et la situation, ou les différents mouvements du corps » : Belloc (1811, p. 257). Élève de Philippe Pinel (1745-1826), dont il poursuit les études sur l'aliénation mentale à la tête de l'hôpital de la Salpêtrière puis de Charenton, Jean-Étienne Esquirol (1772-1840), l'un des fondateurs de la médecine aliéniste, définit aussi la folie ou l'« aliénation mentale [comme] une *affection cérébrale* ordinairement chronique, sans fièvre, caractérisée par les *désordres de la sensibilité de l'intelligence, de la volonté* » : *Des Maladies mentales considérées sous les rapports médical, hygiénique et médico-légal* (1838, p. 5, n.s.).

⁵² Muyart de Vouglans (1757, p. 79, n.s.).

⁵³ Sur la problématique des compétences extra-judiciaires mobilisées dans le champ civil et pénal : Dolan (dir., 2005) ; dans le même volume, sur le rôle « expertal » du médecin dans la procédure inquisitoire d'Ancien Régime : Porret (2005).

⁵⁴ Pothier (1821, p. 564, n.s.).

⁵⁵ Ordonnance de Valence pour la Bretagne du mois d'août 1536, chap. 2 ; ordonnance criminelle du mois d'août 1670, tit. V, art. 1-3 : Bornier (1693, pp. 54-56, pp. 119-120). Dans l'Empire, le Code criminel de Charles V (1532) légifère également sur le recours à l'expertise médico-judiciaire (art. CXLIX, « De la visite du corps mort avant qu'on l'enterre ») : *La Caroline*, pp. 246-247.

⁵⁶ Porret (2005, p. 728).

⁵⁷ Voir ce qu'en dit le juriste Pothier (1778, pp. 464-466).

«véritablement punissable [...] dans un délire violent»⁵⁸. Paraphrasant Zacchias en 1757, Muyart de Vouglans définit la folie comme une «*maladie de cerveau*». À l'instar du «père de la médecine judiciaire», le jurisconsulte français voit dans le rapport des médecins le «plus sûr procédé» pour administrer la preuve légale de la folie⁵⁹. La constatation judiciaire de la folie ressort du savoir-faire des médecins et chirurgiens commis d'office auprès de la cour. L'ordonnance de 1670 prescrit d'y recourir, après la visite du procès en appel (titre XXVIII, «Des faits justificatifs des accusés», art. 1). Depuis la jurisprudence romaine et canonique, nul ne conteste que la reconnaissance de la folie incombe aux médecins. Un jurisconsulte peut reconnaître le fou à ses paroles ou à ses actions, seul le médecin peut *certifier* la folie.

Pourtant, d'après les minutes d'instruction du parlement de Paris, le constat de la folie parricide n'est qu'exceptionnellement fondé sur le rapport des médecins et chirurgiens du roi. Lorsque les actes du procès laissent présumer le «dérangement d'esprit» de l'accusé, les conseillers royaux ordonnent d'informer sur la *vie*, les *mœurs* et *comportements* de l'accusé, «avant de faire droit»⁶⁰.

l'USAGE DES TRIBUNAUX

Dans la pratique de la justice d'appel, le constat de la démence repose sur les dépositions du personnel des prisons : l'information recueille les témoignages du chapelain, du concierge, des guichetiers du Palais, qui décrivent les signes moraux et comportementaux de l'«aliénation d'esprit» du prisonnier. Rares sont les traités criminels qui mentionnent cette pratique des cours d'appel, mal connue des historiens du pénal⁶¹.

L'information de vie, mœurs et comportements s'inspire de la procédure civile de l'interdiction des «déments», ainsi que du procès fait au cadavre du suicidé⁶². L'ordonnance criminelle de 1670 impose alors de faire «procéder à la vérification du cadavre» et informer – à la requête du procureur du roi ou du procureur fiscal – de la «vie et des mœurs du défunt, pour savoir s'il [le suicidé] étoit furieux ou malade»⁶³.

⁵⁸ M^e Prévost (1753, pp. 258-259).

⁵⁹ Muyart de Vouglans (1757, p. 79, n.s.).

⁶⁰ Jousse (1763, pp. 493-494).

⁶¹ Selon Laingui, le rapport des médecins et chirurgiens nommés d'office prouve juridiquement la folie. Mais le juriste fonde son propos sur les seules sources doctrinales ou législatives : Laingui (1970, pp. 188-191).

⁶² Sur l'interdiction civile des «fous» et la procédure judiciaire qui l'établit, à Genève, voir Barras (1989). La preuve du suicide repose sur la visite du cadavre par les médecins et chirurgiens et l'information de vie, et mœurs, faite au juge et communiquée à la partie publique. Selon la Déclaration du 5 septembre 1712, «pour la Ville de Paris & lieux circonvoisins», l'instruction à laquelle donne lieu la découverte d'un corps mort se compose la visite des médecins ainsi que l'information de vie et mœurs du défunt. Sur ce point : Muyart de Vouglans (1767, *Part. 1: Instruction suivant l'Ordonnance de 1670 et les Déclarations rendues en conséquence*, p. 491 [désormais : *Instruction criminelle*]).

⁶³ Cf. le commentaire du titre XXII de l'ordonnance criminelle de 1670 («De la manière de faire procez au cadavre, ou à la mémoire d'un défunt»), art. 1-2 : Bornier (1693, t. II, pp. 245-246).

Selon la déclaration royale du 5 septembre 1712, en cas de découverte d'un corps mort dans la ville de Paris, le juge instructeur se transporte sur les lieux pour en dresser le procès-verbal, faire visiter le cadavre par les médecins et chirurgiens de la cour avant de procéder à l'information sur la vie et les mœurs du défunt⁶⁴. Entre folie et comportement suicidaire, les rapprochements sont nombreux. Certains fous « frénétiques » sont jugés dangereux pour eux-mêmes et pour leurs proches. Le passif suicidaire appartient à la scène sociale des violences familiales. Dans les prisons de la Conciergerie, Madeleine Dubreuil laisse entendre que « si elle avoit un couteau elle se tueroit et qu'elle avoit tué sa nièce pour gagner le Ciel »⁶⁵. L'imbrication entre l'expérience sociale de la folie et celle du suicide expliquent le recours à la procédure commune de l'information de vie, mœurs et comportements. Elle se substitue au rapport médical en cas de folie « notoire ».

Lorsque la folie se perçoit dès l'interrogatoire, l'avis du juge, qu'éclairent les dépositions du personnel carcéral, suffit pour en établir la preuve, sans recourir à l'expertise des médecins et chirurgiens jurés de la cour souveraine. En 1733, Charles Bourgeois est un des rares meurtriers familiaux à être « visité » par des médecins dans les geôles de la Conciergerie. Mais il présente un profil ambigu. Visiblement conscient du mal qu'il a commis, l'accusé estime avoir mérité le « dernier supplice » et, à la différence des autres parricides excusés, s'exprime avec cohérence. Dans ce cas complexe, la folie n'est pas aisément détectable. Recourir à l'« expertise » des hommes de l'art s'avère dès lors indispensable. Le rapport des médecins et chirurgiens ordinaires de la cour est requis à la demande du procureur royal. Selon le verbal des experts, Charles Bourgeois est interrogé « longuement et avec attention ». S'il paraît d'abord « conséquent » dans ses réponses, « ses autres discours » confirment qu'il est « véritablement en démence »⁶⁶. Soupçonnée de feindre la folie pour échapper à la potence, Marie Bourne est pareillement visitée par les médecins et chirurgiens ordinaires du Parlement. Voici les conclusions du long rapport (plus de trois feuillets) établi le 8 janvier 1700 :

Depuis ce temps ladite Bourne a si fort contrefait la folle et la personne affligée du haut mal en mâchant et avalant sa matière [fécale] provoquant souvent par ses doits enfonces dans sa bouche des crachements et vomissements de sang, que d'une folie affectée elle pouroit estre tombée par permission et punition divine dans une serieuse et reelle demence, dont il ne laisse pas de nous rester quelque soupçon de deguisement, et qu'elle n'est pas si absoluë et consommée qu'elle paroît⁶⁷.

Ces cas douteux mis à part, les homicides familiaux exonérés de la mort relèvent le plus souvent de la « démence manifeste » et incontestable, dont la preuve ne repose *a priori* pas sur l'avis médical.

Selon les minutes d'instruction criminelle et les registres d'écrous du Palais, les juges souverains s'exonèrent de toute certification médicale de la folie criminelle.

⁶⁴ Muyart de Vouglans (1767, p. 491).

⁶⁵ A.N., X^{2B} 1309, Madeleine Dubreuil, information, 18 juin 1760, fol. 2 [homicide de sa nièce].

⁶⁶ A.N., X^{2B} 1300, Charles Bourgeois, procès-verbal de visite des médecins et chirurgiens, s.d., 1733, fol. 1 [homicide conjugal].

⁶⁷ A.N., X^{2B} 1283, Marie Bourne, procès-verbal de visite des médecins et chirurgiens, 8 janvier 1700, fol. 3.

Une telle lecture reflète-t-elle la réalité pénale ou résulte-t-elle des distorsions liées à l'exploitation des fonds de la justice d'appel⁶⁸?

«EFFETS DE SOURCE» ET POLITIQUE PÉNALE

Détruits après la Révolution, les «sacs à procès», livrant les actes de la procédure instruite en première instance, font défaut⁶⁹. Or, le constat médical de la folie criminelle – produits par les parents de l'accusé ou requis par le substitut du procureur du roi – intervient souvent à ce stade de l'instruction. Frappée de «fureur», le double parricide André Villette est, à la demande du lieutenant criminel en charge de l'enquête, «vu et visité par les médecins et chirurgiens pour connaître de la situation de son esprit». Au terme d'une brève «conversation» dans la geôle du Grand Châtelet, les trois «experts» estiment le meurtrier «entièrement aliéné» (19 novembre 1737)⁷⁰. Pour arrêter la «circonstance atténuante» de la folie parricide, les magistrats de la Tournelle peuvent donc se référer au «rapport» médical réalisé en première instance, sans que cela n'apparaisse dans les minutes du procès instruit en appel. Fondé sur les discours «extravagants» du parricide, le «diagnostic» médical de la folie ne diffère pourtant pas de celui qu'établissent les juges ou le personnel de la Conciergerie.

Autre «effet de sources» susceptible de biaiser l'analyse, le greffier ne transcrit, dans les registres d'écrous, que le *dispositif* de l'arrêt du Parlement (*ie*: la décision judiciaire proprement dite). Barbe Grenu est accusée d'avoir «homicidé sa fille dans le bois de Chaource [Champagne]», le 6 septembre 1742. L'abrégé de l'arrêt figurant à l'écrou indique que la mère coupable est condamnée «comme insensée» à l'enfermement perpétuel (9 septembre 1744)⁷¹. La minute de l'arrêt détaille pourtant les actes requis par les magistrats parisiens avant de statuer sur le sort de la condamnée. Le procureur général du roi ordonne ainsi qu'il soit «informé de la vie, mœurs et comportements de ladite Barbe Grenu *tant par devant la Cour par les témoins estant en cette ville de Paris que par devant le juge de Chaource*» où l'accusée sera «vue et visitée par les médecins et chirurgiens»⁷². S'il arrive aux magistrats du Parlement d'invoquer l'avis des médecins du tribunal subalterne, la reconnaissance de la folie repose, en dernier ressort, sur l'interrogatoire du conseiller royal et sur l'enquête de moralité requise par le procureur général du roi. En 1771, le matricide Edme Dupont est condamné à l'enfermement pour cause de folie «*attendu les preuves résultantes tant de l'information du quinze février, que [...] des interrogatoires et confrontations, lesquels constatent son état de folie et de fureur*»⁷³. Au niveau de la justice d'appel, c'est donc moins l'«expertise» médicale que les interrogatoires et l'information de mœurs qui certifient la folie parricide. Ainsi le Parle-

⁶⁸ Garnot (1989).

⁶⁹ Hildesheimer (2004, p. 53).

⁷⁰ A.N., Y 10060, André Villette, rapport des médecins et chirurgiens, 19 novembre 1737, [double parricide].

⁷¹ A.P.P., A^B 105, 24 novembre 1742, Barbe Grenu, fol. 192 v^o [homicide de sa fille].

⁷² A.N., X^{2B} 995, Barbe Grenu, minute d'arrêt, 9 septembre 1744 [homicide de sa fille], n.s.

⁷³ A.P.P., A^B 120, 24 mars 1771, Edme Dupont, fol. 153 r^o-v^o [parricide de sa mère], n.s.

ment peut-il affirmer sa compétence exclusive pour statuer sur la folie de l'accusé et arrêter son enfermement⁷⁴ : « il n'y a que les cours supérieures et autres juges en dernier ressort qui puissent modérer et adoucir la peine en ordonnant qu'il [l'accusé] sera enfermé, ce qu'elles ne feront [...] qu'après s'être assurées de la vérité de la folie par des enquêtes qu'elles ont à faire, tant sur les lieux que dans la Conciergerie »⁷⁵.

Si l'excuse de la folie parricide relève de la jurisprudence des cours souveraines, elle substitue à l'« expertise médicale » le diagnostic empirique des juges et du personnel des prisons. Outre le bref interrogatoire – rarement plus d'un feuillet –, l'information fait office de « certificat de démence » pour les magistrats de la Tournelle⁷⁶.

NOSOGRAPHIE EMPIRIQUE DE LA FOLIE PARRICIDE

Déterminer et reconnaître la véracité de la folie forme un problème pénal particulièrement délicat. Avant la connaissance clinique et l'expertise psychiatrique des « maladies mentales », au XIX^e siècle, les archives du parlement de Paris révèlent l'importance du diagnostic de la folie criminelle dans le cadre de la procédure d'appel. Chargés de la surveillance et des soins aux prisonniers, curés, prêtres chapelains, concierges ou guichetiers se substituent aux médecins jurés comme « spécialistes de l'âme » ou « thérapeutes du corps »⁷⁷. Rudimentaires, les observations du personnel des geôles de l'île de la Cité s'inspirent des catégories de la nosographie médicale en distinguant la fureur, la mélancolie, la démence. Leur description de la folie est structurée par les catégories médicales de la démence et de la fureur. Entre ces deux pôles, se situent la frénésie, la mélancolie, l'imbécillité plus ou moins aggravée (idiotie, stupidité, hébétude, etc.). Le diagnostic de la folie illustre la stabilité du cadre nosologique qui établit la distinction entre les « excès » comportementaux et moraux du furieux (extravagant, frénétique, emporté, violent) et la « paralysie » intellectuelle et sensorielle du dément (imbécile, idiot, abruti, hébété).

« Maladie aiguë », la frénésie se caractérise par un état de « fureur » qui confine à la violence impulsive et incontrôlée⁷⁸. Dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 juin 1763, Nicole Aubert plante une paire de ciseaux dans la gorge de sa nièce et lui sectionne entièrement la trachée artère. Puis, elle retourne l'arme contre elle et tente de se suicider. L'enquête diligentée par le commissaire Defacq trace le portrait d'une femme « extraordinaire, extravagante, folle ». L'entière altération de son esprit se signale tant par ses « discours sans ordre ni raison que par ses agitations et comportements ». Son « esprit fort fâcheux, très mal sensé, brouillé » entraîne de multiples dérangements physiologiques. Nicole Aubert pense et agit avec « frénésie ». Elle « extravague », va et vient sans but ni raison, dort et mange très peu, a le « visage fou

⁷⁴ Jousse (1763, pp. 493-494); Denisart (1766), t. I, p. 380, V^o « Démence »; t. II, p. 170, V^o « Furieux ».

⁷⁵ Muyart de Vouglans (1757, p. 78).

⁷⁶ Jousse (1771, t. I, p. 634).

⁷⁷ Les geôliers des prisons doivent en effet veiller à l'état de santé des accusés (ordonnance de 1670, titre XIII, art. 21).

⁷⁸ *Encyclopédie*, X-2, pp. 632-634, V^o « Démence »; t. XIV-2, pp. 842-844, V^o « Folie »; t. XV-2, pp. 536-543, V^o « Fureur ».

et hagard »⁷⁹. Juges, personnel des prisons, justiciables décrivent les états « psychopathologiques » du criminel aliéné en des termes proches de ceux de la culture médicale. Le degré de dangerosité personnelle et sociale que représente l'« aliéné » identifie divers types de folie. Ainsi, Marie Bourne est jugée si « furieuse et violente » que le concierge du Palais doit la faire enchaîner⁸⁰.

À la différence de la fureur, qui « s'occupe de toutes sortes d'objets », l'obsession mélancolique porte sur un objet unique, généralement triste⁸¹. Les individus « sombres », « taciturnes », « mélancoliques » n'ont pas l'agitation extrême des « furieux ». Jean Hervé est le plus souvent « taciturne » et d'« esprit si sombre qu'on a toutes peines du monde à le faire parler ». Apparemment tranquille, le fou mélancolique ne présente aucun symptôme d'agitation excessive : il ne fait ordinairement pas « d'actions de folie », boit et mange normalement mais préfère la solitude à la « compagnie des autres prisonniers »⁸². Charles Bourgeois est ordinairement dans une telle « mélancolie et tristesse » qu'il pleure pendant trois semaines sans parler à personne ; « d'autres fois », il agit « comme un furieux », hurle et invective tout le monde⁸³. Caractéristique des « crises » de mélancolie, la violence suicidaire ou parricide surgit brusquement.

« Je suis de bois, je suis de bois » répète Jeanne Lebeau « avec des yeux hagards », selon l'information qui décrit sa « parfaite imbécillité »⁸⁴. Les individus dont la « faiblesse d'esprit » altère l'ensemble des facultés appartiennent à la catégorie des déments « imbéciles », « stupides » ou « idiots ». Leur faculté de raisonner est entièrement abolie. Ils sont jugés « absolument fous », « totalement imbéciles », ont « entièrement perdu l'esprit »⁸⁵. Leur aliénation d'esprit est physiquement décelable. Ils ont l'œil « hébété », le visage « hagard », ils parlent « avec un air de dément » : ils présentent toutes les « marques de la folie ». Incapables d'autonomie, ils sont littéralement « stupides ». L'« uxoricide » Mathieu Cambre lève « les yeux au ciel » de sorte qu'on lui voit le « blanc, sa vue ne paroissant point trop assurée »⁸⁶. Avec le « regard roulant » et divagant, le défaut de la parole sensée et des discours articulés, déjà constaté lors de l'interrogatoire, est le symptôme par excellence de l'imbécillité. François Prieur – qui a pendu sa mère à la crémaillère de la cheminée – « parle continuellement dans la journée ». Mais « ses discours n'ont aucune suite, ni sens »⁸⁷. La capacité de

⁷⁹ A.N., Y 9649^B, Nicole Aubert, information, 9 juin 1763, fol. 2-3, 5-6 [homicide de sa nièce].

⁸⁰ A.N., X^{2B} 1283, Marie Bourne, information, 11 janvier 1700, fol. 3.

⁸¹ *Encyclopédie*, XIV-2, p. 844a, V^o « Folie ».

⁸² A.N., X^{2B} 1289, Jean Hervé, information, 15 octobre 1717, fol. 1-3 [parricide].

⁸³ A.N., X^{2B} 1300, Charles Bourgeois, information, 25 septembre 1733, fol. 1 [homicide conjugal].

⁸⁴ A.N., X^{2B} 1313, Jeanne Lebeau, information, 11 août 1772, fol. 1-3 [incendie et fratriicide].

⁸⁵ Voir, par exemple : A.N., X^{2B} 1303, François Prieur dit La Venelle, information, 19 janvier 1737, fol. 2 [parricide de sa mère] ; X^{2B} 1313, Jeanne Lebeau, information, 11 août 1772, fol. 3 [incendie et fratriicide] ; X^{2B} 1285, Gilbert Dupré, information, 3 décembre 1707, fol. 2 [homicide de son oncle].

⁸⁶ A.N., X^{2B} 1302, Mathieu Cambre, interrogatoire, 22 juin 1736, fol. 1 [meurtre conjugal].

⁸⁷ A.N., X^{2B} 1303, François Prieur dit La Venelle, information, 19 janvier 1737, fol. 2 [parricide de sa mère].

produire un langage cohérent distingue l'adulte du petit enfant et de la « bête brute ». « Hébété », « égaré », « aliéné », « l'air stupide » et « comme beste » : dans l'information judiciaire, le « diagnostic » de la folie se fonde sur l'aptitude aux paroles sensées ou l'autonomie dans l'accomplissement des fonctions vitales (boire, manger, dormir, déféquer et uriner).

La démence « imbécile » est anthropologiquement liée à l'enfance et à la bestialité. « Faisant toutes ses nécessités sous lui *comme un enfant* » et « n'ayant aucune suite dans ses discours », Jean Filloleau semble « parfaitement imbécile »⁸⁸. « *Innocente comme un enfant* », Louise Picot « fait ses ordures sous elle tous les jours »⁸⁹. À son arrivée dans la prison du Palais, Gilbert Dupré veut coucher à même le sol et refuse de s'alimenter pendant trois jours. Il faut le sustenter de force, en lui pinçant le nez et en lui tenant la bouche pour qu'il prenne son bouillon⁹⁰. Transféré à l'infirmerie pour soigner les blessures que son enchaînement a occasionnées, il « laisse tout aller sous lui », se fait « torcher *comme un enfant* », s'enduit les cuisses et le visage de « son ordure » (excréments) et se promène, « les fers aux mains », dans une nudité « sauvage ». Par sa déraison, le dément se rapproche non seulement du petit enfant, mais aussi de l'animal. La nuit, « lorsqu'il [Gilbert Dupré] se prend à hurler et beugler *comme un veau* », le préposé à l'infirmerie doit allumer une chandelle pour apaiser la frayeur des autres malades⁹¹.

« Fureur », « démence », « extravagance », « dérèglement » ou « obstacle perpétuel à la raison », « agitation continuelle de l'esprit », « emportement violent » ou faiblesse et « paralysie de l'esprit »⁹² : la pratique pénale se réfère aux indicateurs stéréotypés de la démence selon la jurisprudence romaine et la médecine savante. L'expérience et la science de l'homme de l'art contribuent à la « déresponsabilisation » pénale du dément parricide. La réception par la société judiciaire des critères médicaux de classification du furieux, du mélancolique, du dément témoigne de la médicalisation de la folie criminelle au XVIII^e siècle⁹³. L'action d'excuser légalement la folie homicide repose sur la sécularisation des savoirs et des pratiques du champ médico-judiciaire en formation. À la folie médiévale, comme manifestation du divin, succèdent les discours savants sur la folie comme « maladie de l'esprit qui se communique aux organes du corps »⁹⁴. De l'âge théologique à l'âge de la raison, la folie est devenue un objet de rationalisation juridique et médicale. Ainsi « désenchantée », la folie criminelle bénéficie de l'excuse légale de la démence, y compris dans le cas du crime atroce de parricide. L'imbrication des savoirs médicaux et des

⁸⁸ A.N., X^{2B} 1307, Jean Filloleau, information, 16 mars 1752, fol. 1 [parricide].

⁸⁹ A.N., X^{2B} 1286, Louise Picot, information, 21 janvier 1710, fol. 3 [homicide], n.s.

⁹⁰ A.N., X^{2B} 1285, Gilbert Dupré, information, 3 décembre 1707, fol. 1 [homicide de son oncle], n.s.

⁹¹ A.N., X^{2B} 1285, Gilbert Dupré, information, 3 décembre 1707, fol. 2 [homicide de son oncle], n.s.

⁹² de Ferrière (1768, t. I, p. 500, p. 709b, p. 732a-b, V^o « Démence », « Folie, extravagance », « Fureur »); Brisson, *Nouveau dictionnaire civil et canonique de droit et de pratique*, Paris, Michel Brunet, 1697, p. 313b, V^o « Démence »; *Encyclopédie*, t. X-2, p. 632b, V^o « Démence ».

⁹³ De même, la procédure d'interdiction pratiquée à Genève, au XVIII^e siècle, est entièrement déterminée par les conceptions médicales de la folie : Barras (1989, p. 22).

⁹⁴ *Encyclopédie*, t. XIV-2, p. 842b, V^o « Folie ».

pratiques pénales permet la déresponsabilisation partielle de la folie parricide, dès la fin du XVII^e siècle.

Les pratiques pénales de la justice parlementaire soulignent l'interaction, non l'opposition, des pratiques judiciaires, des savoirs juridiques et médicaux, ainsi que de la sensibilité sociale à la folie « dangereuse »⁹⁵. Entre 1694 et 1775, le traitement pénal des fous criminels conduit à leur enfermement sur décision judiciaire. La reconnaissance médicale de l'aliénation mentale et la procédure judiciaire de l'enfermement s'imbriquent dans le traitement pénal de la folie parricide. La jurisprudence parlementaire est un maillon de l'« obscur travail d'identification de l'*homo demens* »⁹⁶. La mise en lumière de la subjectivité de l'accusé permet de rationaliser la violence incompréhensible du « crime atroce ». Dès les années 1680, la pratique pénale du parlement de Paris adapte la peine du parricide au cas singulier de la démence, fait prévaloir le châtement modéré sur la pénéalité sanglante, protège les droits de l'accusé et ceux de sa famille, enfin prévient le danger social de la récidive par l'emprisonnement à vie du fou parricide. Au XVIII^e siècle, ce principe d'atténuation de la folie parricide semble « national » et européen comme le montrent les usages pénaux en Languedoc, en Bourgogne, en Angleterre, dans la principauté prussienne de Neuchâtel et dans la République de Genève⁹⁷. Respectueuse de la tradition pénale, la jurisprudence du parlement de Paris se montre « éclairée ». Savante et médicalisée, la lecture judiciaire de la folie fait écho à la définition qu'en donne Voltaire en 1764 :

Nous appelons folie cette maladie des organes du cerveau qui empêche un homme nécessairement de penser et d'agir comme les autres. Ne pouvant gérer son bien, on l'interdit ; ne pouvant avoir des idées convenables à la société, on l'en exclut ; s'il est dangereux, on l'enferme ; s'il est furieux, on le lie⁹⁸.

Au delà de la rupture de révolutionnaire, la « jurisprudence éclairée » de la folie parricide témoigne d'un remarquable *continuum* entre les pratiques élaborées dans l'arbitraire du pouvoir de juger et la « modernité » des codes ultérieurs. Entre l'« ancien régime » pénal et le « nouveau », la rupture conceptuelle et pratique est moins radicale qu'il n'y paraît⁹⁹. « Sortir de l'arbitraire » – qui correspond à une somme d'expériences de la justice, de pratiques du droit et d'interprétations des lois – s'avère terriblement ardu. Avant sa rationalisation scientifique au XIX^e siècle, la

⁹⁵ Foucault (1961 ; 1972) estime au contraire que l'expérience de la folie, à l'âge classique, est duale. Le philosophe oppose les théories juridico-médicales – reconnaissant le fou comme sujet de droit et de soins – et les pratiques sociales fondées – sur le « renfermement des fous » dangereux.

⁹⁶ Swain (1997, p. 13).

⁹⁷ Le jurisconsulte montpelliérain Antoine Despeisses cite des arrêts du parlement de Toulouse (1582) et de Dijon (1566) condamnant deux parricides jugés « furieux » à l'enfermement perpétuel : *Les Œuvres*, p. 639a [Part. I, titre XI : « De l'absolution des accusez », n.7]. Sur la jurisprudence bourguignonne et européenne au XVIII^e siècle : Ulrich (1972, t. L, n°5, p. 408, pp. 417-418) ; Mc Lynn (1984, pp. 40-41) ; Henry (1984, pp. 34-36) ; Porret (1995, pp. 128-131).

⁹⁸ Voltaire (1967, V° « Folie », p. 205).

⁹⁹ Lascoumes (1989). Voir aussi le stimulant article de Sbriccoli (1997).

détection de la folie parricide repose, dans le cadre de la justice d'appel, sur les témoignages du personnel judiciaire de la Conciergerie. Les procédures conservées dans les archives du parlement de Paris révèlent l'imbrication des pratiques et des savoirs médico-judiciaires que mobilisent le juge, le prêtre chapelain, le concierge et les guichetiers des prisons. Les critères retenus pour classer et identifier la folie donnent à lire la formation d'une science empirique du crime et du criminel. L'ancienne jurisprudence ne se contente pas d'annoncer la théorie de la responsabilité pénale que légalise le code napoléonien de 1810¹⁰⁰. L'article 64 reconduit les principes de l'ancien droit dont il est la traduction fidèle. Au point que l'interprétation restrictive que donnent les juges à la notion de «démence» suscite la critique des milieux médicaux.

Entre 1821 et 1865, les juges d'instruction d'Ille-et-Vilaine et de Seine-et-Oise fondent encore leur diagnostic de la folie sur l'interrogatoire, sur l'enquête auprès de témoins de «moralité» et de témoins «spécialisés», tels que les concierges, les guichetiers, les gardiens des prisons¹⁰¹. Les magistrats tentent ainsi de pallier l'intrusion des experts «aliénistes», qui contestent la théorie juridique de la responsabilité pénale, qui empiètent sur les pouvoirs du juge pénal et qui disposent, avec les débats publics, d'une tribune pour influencer le jury. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que l'aliénisme se constitue en champ disciplinaire, la notion d'irresponsabilité, élargie aux formes d'aliénation «consciente», soulève la polémique. Sous l'influence de la «psychiatisation» de la délinquance, le sujet criminel cristallise le débat pénal¹⁰². Le savoir psychiatrique introduit alors une dissociation de plus en plus nette entre les conceptions médicale et judiciaire de l'aliénation mentale¹⁰³. Une dissociation qu'ignore l'ancien régime pénal. Entièrement maîtres de leurs jugements dans le cadre de la procédure inquisitoire et secrète, les juges souverains du XVIII^e siècle n'ont rien à redouter de la médecine du crime. L'expertise médicale et le diagnostic judiciaire de la folie définissent un cadre nosographique d'une grande stabilité, fondé sur le socle du droit romano-canonique, de la médecine savante et de la doctrine classique.

Julie Doyon

Université de Paris-13-Nord

LSHS - Bureau E 312

99, avenue Jean-Baptiste Clément

F-93430 Villetaneuse

julie.doyon@free.fr

¹⁰⁰ Renneville (1997, t. I, p. 240). Les aliénistes ne parviennent pas à faire admettre aux juges la catégorie clinique de la monomanie homicide que théorise alors Jean-Étienne Esquirol (1999, pp. 53-54); Lapalus (2004, pp. 101-152).

¹⁰¹ Guignard (2001, p. 66).

¹⁰² Trimaille (1994, pp. 308-310).

¹⁰³ Renneville (1997, t. I, p. 249).

BIBLIOGRAPHIE

- Arrest de la Cour de Parlement, contre le tres-meschant parricide François Ravallac*, Lyon, Barthelemy Ancelin, 1610.
- Barras V., *Cachots et remèdes. Histoire de quelques fous à Genève au XVIII^e siècle*, thèse de médecine, Genève, 1989.
- Belloc J.J., *Cours élémentaire de médecine légale théorique et pratique*, Paris, Méquignon l'aîné, 1811.
- Bornier P., *Conférences des nouvelles ordonnances de Louis XIV. Roy de France et de Navarre. Avec celles des rois prédécesseurs de Sa Majesté, le Droit écrit et les Arrêts; enrichies d'annotations et décisions importantes*, t. II, 1693.
- Brisson J.-P., *Nouveau dictionnaire civil et canonique de droit et de pratique*, Paris, Michel Brunet, 1697.
- Damhouder J. de, *La Pratique et Enchiridion des causes criminelles, illustrée par plusieurs élégantes figures, redigée en escript par Iosse de Damhoudere docteur es droictz, Conseillier commis des demaines & Finances de l'Empereur Charle V. fort utile & nécessaire à tous Souverains, Baillisz, Escoutestes, Mayeurs, & aultres Iusticiers & Officiers*, Louvain, Estienne Wauters & Iehan Bathen, 1555.
- Ferrière C.-J. de, *Dictionnaire de droit et de pratique contenant l'explication des termes de droit, d'Ordonnances, de Coutumes et de Pratique. Avec les juridictions de France*, Paris, Nyon, 1768.
- del Manzano J.-F. Ramos del [1728], *Tribonianus sive errores Triboniani de poena parricidii*, Lugduni Batavorum, J. Vander Aa, pp. 131 sq. [Liber Sextus].
- Denisart J.-B., *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, 5^e éd., Paris, Desaint, 1766-1771, 5 vol.
- Dolan C. (dir.), *Entre justice et justiciables: les auxiliaires de la justice du Moyen Âge au XX^e siècle*, Laval, PUL, 2005.
- Esquirol J.-É., *Des Maladies mentales considérées sous les rapports médical, hygiénique et médico-légal*, t. I, Paris, J.-B. Baillière, 1838.
- Farinaccius P., *Praxis et Theoricae criminalis*, Venise, Georges Varisco, 1609, Part. I, t. I.
- Foucault M. (éd.), *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... Un cas de parricide au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, 1973.
- Foucault M., *Histoire de la folie à l'âge classique* [1961], Paris, Gallimard, 1972.
- Garnot B., Une illusion historiographique: justice et criminalité au XVIII^e siècle, *Revue historique*, 1989, n° 570, pp. 361-379.
- Gaudemet J., Le problème de la responsabilité pénale dans l'Antiquité, in *La Responsabilité pénale, Travaux du colloque de philosophie pénale de Strasbourg (12-21 janvier 1959)*, Paris, Dalloz, 1961, pp. 51-81.
- Guignard L., Aliénation mentale, irresponsabilité pénale et dangerosité sociale face à la justice du XIX^e siècle. Étude d'un cas de fureur, *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies*, 2006, vol. 10, n° 2, pp. 83-100.
- Guignard L., L'expertise médico-légale de la folie aux Assises 1821-1865, *Le Mouvement social*, 2001, 4, n° 197, pp. 57-81.
- Guignard L., L'irresponsabilité pénale dans la première moitié du XIX^e siècle, entre classicisme et défense sociale, *Champ pénal/ Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie* [en ligne], juillet 2005.
- Henry P., *Crime, justice et société dans la principauté de Neuchâtel (1707-1806)*, Neuchâtel, 1984.

- Hildesheimer F., *Exemplaire Parlement...: le fonds du parlement de Paris aux Archives Nationales*, *Revue de synthèse*, 2004, vol. 125, pp. 45-81.
- Jousse D., *Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670. Avec un Abrégé de la Justice Criminelle: Par M*** Conseiller au Présidial d'Orléans*, Paris, Debure Père, 1763, 2 vol.
- Jousse D., *Traité de la justice criminelle de France*, Paris, Debure Père, 1771, 4 vol.
- Kraft-Elbing R. von, *La Responsabilité criminelle et la capacité civile dans les états de trouble intellectuel. Éléments de psychiatrie médico-légale*, Paris, G. Maisson éd., 1875.
- Lacassagne A., *Précis de médecine légale*, Paris, Masson et C^{ie}, 1906.
- La Roche-Flavin B. de, *Arrests notables du parlement de Toulouse, donnez & prononcez sur diverses matières, civiles, criminelles, bénéficiales, & féodales. Recueillis des mémoires & observations forenses de Messire Bernard de La Roche-Flavin, sieur dudit lieu, conseiller au privé Conseil du roy, & premier président en la chambre des requêtes au parlement de Toulouse. Nouvelle édition augmentée des observations de M^e François Graverol, avocat, de la ville de Nîmes. Où l'on voit quelle est la nouvelle jurisprudence du palais*, Toulouse, Caranove, 1745.
- Laingui A., *La Responsabilité pénale dans l'ancien droit (XV^e-XVIII^e siècle)*, Paris, LGDJ, 1970.
- Lange F., *La Nouvelle pratique civile, criminelle et bénéficiale, ou le nouveau praticien français, Réformé suivant les nouvelles ordonnances*, Paris, Jean Guignard, 1694.
- Lapalus S., *La Mort du vieux. Une histoire sociale du parricide au XIX^e siècle*, Paris, Tallandier, 2004.
- Lascoumes P., *Sortir de l'arbitraire. La difficile mise en place du principe de la légalité des délits et des peines au XVIII^e siècle*, in Lascoumes P. et al., *Au nom de l'ordre. Une histoire politique du code pénal*, Paris, Hachette, 1989, pp. 19-42.
- Lascoumes P., Poncela P., Lenoël P., *Au nom de l'ordre. Une histoire politique du code pénal*, Paris, Hachette, 1989.
- Lauwaert F., *Le Meurtre dans la famille. Parricide et infanticide en Chine (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- Lebrun de La Rochette C., *Le Procès criminel divisé en deux livres*, Rouen, Jacques Besongne, 1619.
- Les Œuvres de M. Antoine Despeisses, advocat et jurisconsulte de Montpellier; où toutes les plus importantes matières du Droit Romain sont Méthodiquement expliquées & accommodées au Droit françois: confirmées par les arrests des cours souveraines, & enrichies des plus utiles Doctrines des Auteurs anciens & modernes*, t. II, *La Pratique criminelle*, Lyon, Jean-Antoine Huguétan & Guillaume Barbier, 1673.
- Lecuir J., *Criminalité et «moralité»: Montyon, statisticien du parlement de Paris*, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1974, t. XXI, pp. 484-485.
- Locard E., *Le Crime et les Criminels*, Paris, La Renaissance du Livre, s.d. [après 1909].
- Locard E., *XVII^e siècle médico-judiciaire*, Lyon, A. Storck & C^{ie}, 1902.
- Mairet A., *La Responsabilité. Étude psycho-physiologique*, Montpellier, Coulet et fils éd., 1907.
- Maupassant G. de, *Un Parricide* [1882], in *Contes du jour et de la nuit*, Paris, C. Marpon et E. Flammarion, 1885.
- Mc Lynn F., *Crime and Punishment in Eighteenth-Century England*, Londres, New York, Routledge, 1984.
- Mommsen T., *Le Droit pénal romain*, Paris, Albert Fontemoing, 1907, pp. 74-120.
- Muyart de Vouglans P.-F., *Institutes au droit criminel, ou principes généraux sur ces matières, suivant le droit civil, canonique, et la Jurisprudence du Royaume; avec un traité particulier des crimes*, Paris, Le Breton, 1757.

- Muyart de Vouglans P.-F., *Instruction criminelle suivant les loix et ordonnances du royaume, divisée en trois parties*, Paris, Louis Cellot, 1767, *Part. I: Instruction suivant l'Ordonnance de 1670 et les Déclarations rendues en conséquence*.
- Parent H., L'imputabilité pénale. Mort d'un mythe, naissance d'une réalité, *Revue juridique Thémis*, 2001, n° 35, pp. 191-239.
- Pastore A., Rossi G. (eds), *Paolo Zacchia: alle origini della medicina legale, 1584-1659*, Milan, Franco Angeli, 2008.
- Porret M., *Le crime et ses circonstances. De l'esprit de l'arbitraire au siècle des Lumières selon les réquisitoires des procureurs généraux de Genève*, Genève, Droz, 1995.
- Porret M., Sage-femme, chirurgien, médecin: les légistes de l'Ancien Régime, auxiliaires de justice, in Dolan C. (dir.), *Entre justice et justiciables: les auxiliaires de la justice du Moyen Âge au XX^e siècle*, Laval, PUL, 2005, pp. 719-735.
- Porret M., *Sur la scène du crime. Pratique pénale, enquête et expertises judiciaires à Genève (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Montréal, PUM, 2008.
- Pothier R.-J., *Traité de procédure civile et criminelle* [1778], in *Œuvres de Pothier*, t. XIV, M. Siffrein (éd.), Paris, Siffrein, 1821.
- Prévost M^e, *Principes de jurisprudence sur les visites et rapports judiciaires, des Médecins, Chirurgiens, Apoticaire, & Sages-Femmes*, Paris, Guillaume Desprez, 1753.
- Régis E., *Les Régicides dans l'histoire et dans le présent*, Lyon, A. Storck & C^{ie}, 1902.
- Renneville M., *La Médecine du crime. Essai sur l'émergence d'un regard médical sur la criminalité en France (1785-1885)*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 1997, 2 vol.
- Rousseaud de la Combe G. du, *Traité des matières criminelles, suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, & les Édits, Déclarations du Roi, Arrêts & Réglemens intervenus jusqu'à présent*, Paris, Theodore Le Gras, 1762.
- Sbriccoli M., Beccaria ou l'avènement de l'ordre. Le philosophe, les juristes et l'émergence de la question pénale, in Porret M. (dir.), *Beccaria et la culture juridique des Lumières*, Genève, Droz, 1997, pp. 177-197.
- Soulatges J.-A., *Traité des crimes divisé en deux parties*, t. I, Toulouse, Antoine Birosse, 1762.
- Swain G., *Le Sujet de la folie. Naissance de la psychiatrie, précédé de De Pinel à Freud par M. Gauchet*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.
- Tiraqueau A., *Le «De poenis temperandis» de Tiraqueau: 1559*, André Laingui (trad.), Paris, Economica, 1986.
- Trimaille G., Criminalité et folie, XV^e-XIX^e siècles, in Garnot B. (dir.), *Ordre moral et délinquance de l'Antiquité au XX^e siècle*, Actes du colloque de Dijon, 7 et 8 octobre 1993, Dijon, EUD, 1994, pp. 303-310.
- Ulrich D., La répression en Bourgogne au XVIII^e siècle, *Revue historique du droit français et étranger*, 1972, n°5, pp. 398-437.
- Vallon C., Pénil-Perrin G., *La Psychiatrie médico-légale dans l'œuvre de Zacchias (1584-1659)*, Paris, Octave Doin et fils, 1912.
- Voltaire, *Dictionnaire philosophique portatif* [1764], Étiemble (éd.), Paris, Garnier Frères, 1967.
- Voltaire, *Histoire du parlement de Paris* [1769], in *Œuvres complètes de Voltaire*, t. XXX, s.l., Imprimerie de la société littéraire typographique, 1785.
- Zacchia P., *Quaestiones medico-legales in quibus eae materiae medicae, quae ad legales facultates videntur pertinere, proponuntur, pertractantur, resolvuntur... Editio tertia correctior, auctiorque non solum variis passim locis verum et subjunctis, quae nunc recens prodeunt, partibus, octava et nona* [1621-1635], Amsterdam, J. Blaeu, 1651.